

Si le gouvernement veut consacrer des centaines de millions de dollars à la construction de centres de congrès pour ensuite établir un régime fiscal qui décourage la clientèle, il se montre piètre psychologue. En somme, rien n'oblige les touristes à venir passer leurs vacances au Canada. Personne n'oblige les Américains, les Allemands, les Britanniques, les Français ou les Japonais, ni ne leur dit qu'ils doivent dépenser leur budget de vacances au Canada. Il incombe au gouvernement de les attirer ici et de les encourager à dépenser ici. A l'heure actuelle, le gouvernement les en dissuade en semant des obsta-

C'est fort étrange, car on les encourage d'une part et on les décourage de l'autre. On trouve un exemple très frappant de ce comportement dans l'ouest du Canada. Depuis des années, les agences de voyage en Colombie-Britannique, en Alberta et d'autres provinces dans l'ouest du Canada dépensent des milliers de dollars en publicité au Japon pour vanter les beautés de l'ouest du Canada, les Rocheuses, les glaciers du Columbia, la pêche au saumon, la pêche à la truite arc-en-ciel, le ski et d'autres magnifiques attraits dans l'ouest du Canada. Ils dépensaient des sommes considérables pour distribuer des photographies quadrichromes partout au Japon. Par conséquent, tous les Japonais comprenaient et connaissaient instantanément quelque chose des beautés de l'ouest du Canada. Il suffisait de demander à un touriste japonais pourquoi il était ici et il répondait qu'il était venu voir l'ouest du Canada. L'industrie du tourisme a encouragé cette clientèle au point qu'il y avait 60,000 Japonais se rendant chaque année dans l'ouest du Canada dont 25,000 voyageaient en train VIA Rail de Vancouver à Edmonton. Les trains étaient bondés tout l'été. Les réservations étaient faites longtemps d'avance et toutes les places étaient prises.

Que s'est-il produit en 1981? Le ministre des Transports a annoncé tout à coup de son propre chef qu'il réduisait les services VIA Rail entre Vancouver et Edmonton. L'industrie du tourisme avait dépensé des milliers, probablement des centaines de milliers de dollars en publicité à l'étranger et, subitement, le service est réduit à cause de la politique du ministère des Transports. Environ 2,000 agences de voyages au Canada avaient accompli un excellent travail pour faire connaître ces excursions et elles se sont fait contrer par les ministères de l'État. Cette seule décision du ministère des Transports a coûté à l'industrie touristique à Jasper environ 40 millions de dollars. On avait estimé que chacun de ces touristes dépenserait \$2,000 si bien que 25,000 personnes voyageant par VIA Rail déboursaient au bas mot entre 40 ou 50 millions de dollars. Quelles ont été les retombées pour les localités de Jasper, Edson, Hinton, Edmonton, Tête-Jaune, Barrière, Clearwater, Blue River, toutes situées le long de la voie du CN?

En règle générale la plupart des entreprises touristiques sont de petites entreprises de type familial. Les familles investissent tout leur argent dans ces activités, qui sont maintenant menacées. Il y va non seulement de leur argent mais aussi de leur

### *Les subsides*

emploi. D'un seul coup le gouvernement menace le gagne-pain de toutes les familles concernées. Au Canada, un travailleur sur dix travaille dans le tourisme. Vu les effets qu'a eus la décision de VIA Rail en Colombie-Britannique et en Alberta, décision prise sans aucune considération pour les dépenses que le secteur touristique avait déjà engagées à l'étranger, il faut conclure que le gouvernement ne tient aucun compte de la psychologie des gens et de la façon dont les familles planifient leurs vacances. On ne se donne même pas la peine de consulter un autre ministère pour mesurer les conséquences des mesures prises. Monsieur le Président, si le gouvernement veut vraiment aider l'industrie touristique, déficitaire de 2.3 milliards de dollars, il devra tenir compte des répercussions que les décisions d'un ministère peuvent avoir sur d'autres ministères.

● (1530)

Et cela m'amène à vous parler de la question de la déréglementation, qui est d'actualité. Je ne vais pas en traiter en profondeur. Ces audiences se déroulent actuellement et personne d'entre nous n'a une bonne idée de ce qui pourra en découler. Cependant, je maintiens que si le ministre continue de faire des déclarations comme celle d'hier, et celles qu'il a fait devant les caméras la semaine précédente, il contribuera à créer une atmosphère d'insécurité dans toute l'industrie.

Le monde des affaires ne peut tolérer l'insécurité. Il se pourrait que certains domaines de ce secteur d'activité fassent l'objet un jour d'une déréglementation, cela je l'ignore. Cependant, le ministre devrait se garder d'en parler à tort et à travers, semant ainsi une vive inquiétude parmi les entreprises qui s'occupent de voyages et de tourisme ainsi que dans les transports aériens. Le deuxième point dont le ministre doit tenir compte en matière de déréglementation, c'est la sécurité du trafic aérien. Il doit veiller à ce que les voyageurs se sentent en sécurité, peu importe quelle sera l'évolution des transports aériens.

Comme je le disais tout à l'heure, il importe de créer un climat de confiance qui permettra au milieu des affaires de planifier l'avenir. Comme l'illustre l'exemple de VIA Rail, le gouvernement est passé maître dans l'art de donner aux gens d'affaires l'impression qu'il agit impulsivement. Ils ne savent plus à quoi s'en tenir.

Monsieur le Président, pour que le tourisme soit prospère, il faut d'abord que le gouvernement comprenne le point de vue des citoyens. Il doit comprendre que les citoyens des autres pays ne sont nullement obligés de venir dépenser au Canada l'argent qu'ils ont péniblement économisé. Si nous voulons que des Japonais, des Américains et des Britanniques viennent dépenser leur argent au Canada, il faut faire en sorte que ces gens se sentent les bienvenus et il faut s'assurer que les entreprises canadiennes puissent tirer profit de ce climat accueillant.